

JOHN MAYNARD
KEYNES

**THÉORIE
GÉNÉRALE
DE L'EMPLOI,
DE L'INTÉRÊT,
ET DE LA MONNAIE**

PAYOT

Œuvre maîtresse de John Maynard Keynes (1883-1946), la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* a marqué dans la pensée économique une véritable révolution et a profondément influencé les gouvernements occidentaux.

Keynes y affirme que tout doit être mis en œuvre pour assurer le plein emploi de la main-d'œuvre grâce à une redistribution des revenus telle que le pouvoir d'achat des consommateurs croisse proportionnellement au développement des moyens de production.

Telle est la condition, dans une société libre, de l'équilibre politique et social.

JOHN MAYNARD KEYNES
AUX ÉDITIONS PAYOT & RIVAGES

Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie
Sur la monnaie et l'économie
Deux souvenirs. De Bloomsbury à Paris

John Maynard Keynes

THÉORIE GÉNÉRALE
DE L'EMPLOI,
DE L'INTÉRÊT
ET DE LA MONNAIE

*Traduit de l'anglais
par Jean de Largentaye*

Préface de
Hélène de Largentaye

Payot

Retrouvez l'ensemble des parutions
des Éditions Payot & Rivages sur
payot-rivages. fr

Note de l'éditeur : Pour cette édition, la traduction a été relue et légèrement retouchée en quelques endroits. Nous remercions Hélène de Largentaye, ainsi que Bertrand de Largentaye et Sophie Clément-Charpentier.

TITRE ORIGINAL :

General Theory of Employment, Interest and Money

© Éditions Payot & Rivages, Paris, 1969, 2005
pour la traduction française
et 2017 la présente édition

Conception graphique de la couverture : Cédric Scandella

ISBN : 978-2-228-91741-4

PRÉFACE À LA PRÉSENTE ÉDITION

par Hélène de Largentaye

La traduction française de la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* fut l'objet d'un échange dense et parfois vif dont témoigne la correspondance d'une quarantaine de lettres (disponible aux archives de King's College, Cambridge, Royaume-Uni) d'avril 1938 à fin 1939, entre John Maynard Keynes et son traducteur, Jean de Largentaye. Parmi toutes les traductions – notamment les traductions allemande ou japonaise, qui, avec la française, sont les seules préfacées par Keynes¹ –, la traduction française apparaît comme le fruit d'une collaboration unique entre l'auteur et le traducteur.

Keynes avait cinquante-trois ans lors de la publication de la *Théorie générale* en 1936. Il était *first bursar principal* (gérant), de King's College et résidait la plupart du temps dans son collège ou à Tilton, sa maison dans le Sussex. Victime d'une crise cardiaque en 1937, il dut ménager ses forces pendant plus de deux ans. Ce ne fut qu'à la veille de la Deuxième Guerre mondiale qu'il se rétablit complètement, pour contribuer alors à l'organisation de l'économie de guerre. Il consacra principalement sa longue convalescence à défendre la *Théorie générale*, œuvre révolutionnaire, en répondant aux critiques et aux demandes

1. La *Théorie générale* de Keynes a été traduite en douze langues : allemand, japonais, français, espagnol, tchèque, italien, serbo-croate, indien, finnois, roumain, hongrois, russe.

d'éclaircissement de ses condisciples (Arthur Cecil Pigou, Berthil Ohlin, Ralph George Hawtrey, John Richard Hicks, Dennis Holmes Robertson...). De 1936 à 1939, de nombreux articles et lettres¹ complètent ou même infléchissent l'interprétation de la *Théorie générale*. Or c'est précisément pendant sa convalescence, en 1938-1939, que Keynes allait s'impliquer dans la traduction française de son œuvre majeure.

Jean de Largentaye (1903-1970) n'avait pas trente-cinq ans lorsqu'il se lança dans la traduction de la *Théorie générale*, en 1938. Inspecteur des finances, ancien élève de l'École polytechnique, il était affecté, depuis 1936, au Mouvement général des Fonds du ministère des Finances, que dirigeait Jacques Rueff. Il travailla en liaison avec le cabinet de Vincent Auriol (ministre des Finances du premier gouvernement de Léon Blum, juin 1936-juin 1939) puis, pendant trois semaines, du 13 mars au 8 avril 1938, avec la même équipe dont faisait partie Gaston Cusin², pendant l'éphémère second gouvernement Blum. Il fut mobilisé plusieurs fois en 1938 et 1939 (affecté au ministère de l'Armement à Paris fin août 1939), interrompant son activité professionnelle et retardant la traduction qu'il poursuivait en même temps.

L'année de la publication de la *Théorie générale* en Grande-Bretagne (février 1936) fut en France celle de la victoire du Front populaire (mai 1936). Au début de l'année suivante, en 1937, c'est à l'occasion d'une question parlementaire relative à une prétendue asphyxie monétaire qui aurait entravé le bon fonctionnement de

1. Voir *The General Theory and After : Part II, Defence and Development*, in *The Collected Writings of John Maynard Keynes*, t. XIV, Cambridge, Cambridge University Press, 2013.

2. Gaston Cusin (1903-1993) respectivement sous-chef, puis chef de cabinet de Vincent Auriol dans le premier (juin 1936-juin 1937), puis dans le second gouvernement Blum (13 mars-8 avril 1938). Il accorda à la fin des années 1980 un entretien à l'auteure portant sur la période 1936-1945 dont la retranscription a été une des sources d'information de la présente note.

l'économie française, que Jean de Largentaye, chargé de rédiger la réponse du ministre des Finances, avait découvert la *Théorie générale* dans sa version anglaise d'origine. Cette théorie fournissait un diagnostic différent de celui qui prévalait dans les milieux politiques et économiques de l'époque à propos du mal dont souffrait l'économie, à savoir une activité réduite par le sous-emploi de ses facteurs de production. La cause première de ce mal était non l'insuffisance du crédit mais l'insuffisance de débouchés pour les entreprises, lesquelles n'étaient dès lors pas incitées à investir. Cette analyse, certainement inspirée de la *Théorie générale* (et en particulier du chapitre, « L'efficacité marginale du capital »), figure dans la note au ministre, datée du 27 mai 1937, signée par le directeur du Mouvement général des Fonds et dont on sait qu'elle fut rédigée par Jean de Largentaye.

Selon son expression, Jean de Largentaye avait été illuminé (*enlightened*) par la lecture de la *Théorie générale*. La découverte d'une analyse aussi originale et aussi convaincante des maux économiques du moment, et la solution proposée au problème du chômage font comprendre l'engouement de Jean de Largentaye pour l'œuvre de Keynes, qu'il voulut aussitôt faire connaître à ses collègues de l'administration, aux autorités politiques et même à un public plus large.

Jean de Largentaye n'était pas le seul à vouloir propager les idées de Keynes. Georges Boris (1888-1960), journaliste économique anglophone, auteur de *La Révolution Roosevelt* en 1934, et ami de Léon Blum (il dirigea son cabinet pendant le second gouvernement Blum), avait été un des premiers lecteurs français de l'œuvre de Keynes. Au cours de l'été 1937, il avait convaincu Léon Blum de la pertinence de l'analyse de la *Théorie générale*. Boris influença un autre proche, Pierre Mendès-France, jusque-là libéral en matière économique, admirateur de Poincaré et de Jacques Rueff.

Parallèlement, les syndicalistes et en particulier Léon Jouhaux, secrétaire général de la Confédération générale

du travail, se réunissaient à Genève, dans les quartiers généraux de l'Organisation internationale du travail (OIT), avec leurs homologues belges, suédois et britanniques et se familiarisaient avec les idées de Keynes qui étaient présentées par les « Fabiens » britanniques, Stafford Cripps (1889-1952)¹ et Hugh Gaitskell (1906-1963)² notamment. Les membres de ce groupe, dénommés « les planistes », plaidaient pour une « révolution constructive » et étudiaient les expériences étrangères, le premier plan quinquennal de l'URSS et le New Deal de Roosevelt par exemple, en s'appuyant sur les informations fournies par l'OIT.

Dans l'intervalle de huit mois entre les deux gouvernements Blum, de juin 1937 à mars 1938, l'équipe dirigée par Gaston Cusin se réunit régulièrement pour assimiler les vingt-quatre chapitres de la *Théorie générale*, que présentait Jean de Largentaye, et plus concrètement pour préparer le plan de relance de l'économie dont la France avait besoin. Ce plan de relance, qui devint le projet de loi Pierre Mendès-France (sous-secrétaire d'État au Trésor de Léon Blum, ce dernier cumulant les fonctions de président du Conseil et de ministre du Trésor), fut présenté au Parlement le 5 avril 1938. Comme le montre son exposé des motifs, ce plan prévoyait d'augmenter fortement les dépenses militaires, ce qui aurait relancé l'activité économique par le jeu du multiplicateur de l'investissement. Ce projet de loi fut salué le 6 avril 1938 par un article du *Times* : « Pour la première fois depuis le temps de M. Poincaré, une tentative est faite pour aborder le problème économique

1. Chancelier de l'Échiquier (1947-1950) du gouvernement travailliste de Clement Attlee, Richard Stafford Cripps mit en place une politique d'austérité économique (hausse des impôts, baisse des dépenses, gel des salaires du service public) tout en assurant le financement du nouvel État-providence britannique et en organisant la reconstruction de son pays dans l'après-guerre.

2. Leader du parti travailliste britannique de 1955 jusqu'à sa mort en 1963.

comme un tout... et pour résoudre celui-ci par un plan audacieux élaboré en détail. »

Toutefois, ce plan ne vit pas le jour, le Sénat refusant de voter les pleins pouvoirs financiers à un gouvernement du Front populaire. C'est alors que Jean de Largentaye commença la traduction de la *Théorie générale*. Keynes lui ayant conseillé de se rapprocher de Gustave Payot, Largentaye lui fit part de l'accord conclu avec ce dernier pour mener à bien la traduction. Il allait « la commencer immédiatement et tenter de la terminer au plus vite, compte tenu de son extrême urgence » (lettre à J.M. Keynes, 4 avril 1938).

Prenant acte de l'accord de Payot et du démarrage de la traduction, Keynes suggéra une méthode : commencer par dresser une liste des termes techniques anglais avec leur traduction en français (suivant l'exemple du *Vokabularium* de la traduction allemande de Fritz Waeger, publiée fin 1936 à Berlin par Duncker & Humblot) et traduire un chapitre au choix du traducteur. Il s'agissait en fait d'un premier exercice, destiné à jauger l'aptitude de Jean de Largentaye à traduire l'ouvrage.

Cette première épreuve, la table de correspondance de 29 termes techniques et la traduction du chapitre 11, « L'efficacité marginale du capital », s'avéra insatisfaisante. Keynes avait demandé à Piero Sraffa, *lecturer* à King's College, réfugié de l'Italie mussolinienne, de le seconder pour vérifier l'exactitude et la qualité de la traduction française, estimant que son collègue parlait mieux le français que lui-même. Dans un premier temps, Sraffa critiqua sévèrement la qualité du français (« *dog French* »), ce qui peut paraître surprenant s'agissant d'un inspecteur des finances. Jean de Largentaye tenta un deuxième essai portant toujours sur la liste des vingt-neuf termes et le chapitre 11, qui fut mieux reçu et lui permit de poursuivre sa tâche. Cinq mois après son premier essai malheureux, il adressa à Keynes une nouvelle version de la table de correspondance ainsi

que la traduction de vingt et un chapitres dont le chapitre 17, « Les propriétés essentielles de l'intérêt et de la monnaie ». Cette fois, Keynes salua le succès remarquable avec lequel le traducteur avait compris à la fois l'anglais et la théorie économique de ce chapitre, « le plus difficile à traduire ». Il accepta plusieurs amendements proposés par le traducteur et donna raison à l'interprétation par celui-ci d'un passage difficile.

Revenons au projet de loi de Pierre Mendès France d'avril 1938. On mesure bien, à travers les carences du vocabulaire économique de l'exposé des motifs¹, les difficultés auxquelles allait se heurter le traducteur et l'ampleur du défi. Comme l'écrivait Keynes le 3 avril 1939 : « Cinquante ans se sont écoulés sans qu'une œuvre économique moderne n'ait été écrite en français ; l'absence de termes techniques admis en français pour des expressions anglaises qui n'ont pas été inventées par moi-même mais qui sont admises dans l'économie anglo-saxonne depuis plusieurs décennies, dépasse ce que je croyais. »

Outre de nombreux termes économiques qui n'existaient pas en français, de nouveaux concepts économiques (demande effective, préférence pour la liquidité, efficacité marginale du capital, plein emploi) allaient être introduits : il fallait donc trouver leur formulation dans la langue française. Pour surmonter cette difficulté et faciliter la compréhension du lecteur français, Jean de Largentaye ajouta à la fin de sa traduction un lexique de cinquante-sept termes techniques en français avec leur expression anglaise et leur définition. Keynes fut surpris de cette initiative et s'y opposa dans un premier temps. Il finit par l'accepter, en imposant certaines conditions. Après avoir amendé une dizaine de versions, il valida le lexique, reconnaissant l'aide que celui-ci pouvait apporter au lecteur français et

1. Pierre Mendès-France, *Œuvres complètes*, t. 1, Paris, Gallimard, 1984, p. 797-821.

regrettant même qu'il ne comportât pas davantage de termes techniques.

Lorsqu'il révisa la traduction en 1968 (en vue de la publication de la *Théorie générale* l'année suivante dans la Petite Bibliothèque Payot), Jean de Largentaye changea un seul terme du lexique : « taux de troc extérieur », qu'il remplaça par « termes de l'échange » (pour *terms of trade*, en anglais).

S'agissant des termes techniques de la *Théorie générale*, du moins ceux qui font partie du lexique, du chapitre 11 et du chapitre 17, ils ont été choisis et examinés en accord étroit avec l'auteur – parfois après d'intenses échanges – et ont acquis de ce fait une légitimité incontestable. Une exception cependant demeure : l'expression *animal spirits* (chapitre 12, « L'État de la prévision à long terme ») fut traduite par « enthousiasme naturel » (dans l'édition de 1942), puis par « optimisme spontané » ou « dynamisme naturel » (dans l'édition révisée de 1969), et mérite aujourd'hui d'être traduite par « esprits animaux » dans son acception anglaise (différente de celle de Descartes), car c'est ainsi qu'elle est employée de nos jours en français pour désigner les comportements optimistes des investisseurs.

Les épreuves d'imprimerie relues, la traduction aurait dû paraître le 15 septembre 1939. La guerre y fit obstacle. Ce n'est qu'à l'automne 1942, près de trois ans plus tard, que Payot mit en vente l'édition française de la *Théorie générale*. Pourquoi ce décalage ? En réponse aux lettres de Jean de Largentaye qui s'inquiétait des reports successifs de la publication, l'éditeur invoqua d'abord le manque de main-d'œuvre et de papier, puis les autorisations requises par la censure allemande sous le régime de Vichy. En définitive, l'ouvrage fut tiré à 2 000 exemplaires en 1942 et se vendit rapidement, de sorte que la première édition fut vite épuisée.

La *Théorie générale* reste une œuvre difficile. Keynes l'avait rédigée pour un public d'économistes professionnels. Jean de Largentaye souhaitait la rendre accessible

à un public francophone plus large, d'où son initiative d'adjoindre un lexique à la fin de la traduction française. Cependant, peu de gens ont lu la *Théorie générale* intégralement et encore moins l'ont comprise. Ceux qui l'ont lue en retiennent souvent un aspect partiel, par exemple le rôle de la demande effective et du multiplicateur d'investissement. Alors que les fléaux que Keynes cherchait à combattre, le chômage et la pauvreté, ont de nouveau frappé l'Europe, son œuvre majeure a repris sa pleine actualité. L'instabilité des économies capitalistes occidentales, provoquée par le rôle dominant de la finance, constitue un troisième fléau, qui menace la survie des économies capitalistes et que Keynes souhaitait aussi éradiquer¹. Raison de plus de lire cet ouvrage.

Hélène DE LARGENTAYE
Octobre 2016

1. Hyman P. Minsky, économiste américain (1919-1996), auteur de *Stabilizing an Unstable Economy* (1986), avait bien perçu et développé dans les années 1980 les enseignements de Keynes à propos de l'instabilité financière.

PRÉFACE
À L'ÉDITION FRANÇAISE
(1939)

Pendant un siècle ou plus l'économie politique a été dominée en Angleterre par une conception orthodoxe. Ce n'est pas à dire qu'une doctrine immuable ait prévalu, bien au contraire ; la doctrine a évolué progressivement. Mais ses postulats, son esprit, sa méthode sont restés étonnamment les mêmes et une remarquable continuité se distingue à travers les changements. C'est dans cette orthodoxie en constante évolution que nous avons été élevé. Nous l'avons étudiée, enseignée, commentée dans nos écrits et sans doute les observateurs superficiels nous rangent-ils encore parmi ses adeptes. Les futurs historiens des doctrines considéreront que le présent ouvrage procède essentiellement de la même tradition. Mais nous-mêmes, en écrivant ce livre et un autre ouvrage récent qui l'a préparé, nous avons senti que nous abandonnions cette orthodoxie, que nous réagissions fortement contre elle, que nous brisions des chaînes et conquérions une liberté. Cet état d'esprit explique certains défauts de l'ouvrage ; il explique en particulier qu'il revête en divers passages un caractère de controverse, qu'il ait trop l'air de s'adresser aux défenseurs d'une conception spéciale et pas assez à la ville et au monde. Nous avons voulu convaincre notre entourage et nous ne nous sommes pas adressé assez directement au grand public. Trois ans ont passé depuis lors, nous nous sommes habitué à notre nouveau

vêtement et avons oublié jusqu'à la forme de l'ancien. Si nous devons récrire cet ouvrage, nous chercherions à éviter ce défaut et nous nous efforcerions d'exposer avec plus de netteté notre propre manière de voir.

Nous disons tout cela tant pour nous expliquer que pour nous excuser aux yeux des lecteurs français. Car en France il n'y a pas eu de tradition orthodoxe qui ait gouverné l'opinion contemporaine aussi complètement qu'en Angleterre. La situation des États-Unis a été très comparable à la nôtre. Mais en France et dans les autres pays du continent aucune école n'a été à ce point prépondérante depuis la disparition de l'école libérale française, qui fleurissait il y a quelque soixante-dix ans (les membres de cette école ont d'ailleurs survécu si longtemps au déclin de leur influence qu'il nous souvient, alors que nous étions jeune rédacteur à l'*Economic Journal*, d'avoir été chargé d'écrire les nécrologies d'un grand nombre d'entre eux (Levasseur, Molinari, Leroy-Beaulieu...). Si l'influence et l'autorité de Charles Gide avaient égalé celles d'Alfred Marshall, la situation en France eût été plus semblable à la nôtre. À l'heure actuelle, les économistes français sont éclectiques ; leurs doctrines ne sont pas assez enracinées – du moins le croyons-nous parfois – dans une conception systématique. Cela les rendra peut-être plus accessibles à nos arguments mais il se peut aussi que nos lecteurs se demandent ce que nous voulons dire lorsque nous faisons un usage, que certains de nos critiques anglais jugent impropre, des termes d'école « classique » et d'économistes « classiques ». Il pourra donc être utile aux lecteurs français que nous nous efforcions d'indiquer en quelques mots ce que nous considérons comme les caractéristiques principales de notre étude.

Nous avons donné à notre théorie le nom de « Théorie générale ». Par là, nous avons voulu marquer que nous avons principalement en vue le fonctionnement du système économique pris dans son ensemble, que nous envisagions les revenus globaux, les profits globaux, la production globale, l'emploi global, l'investissement

global et l'épargne globale bien plus que les revenus, les profits, la production, l'emploi, l'investissement et l'épargne, d'industries, d'entreprises ou d'individus considérés isolément. Et nous prétendons qu'on a commis des erreurs graves en étendant au système pris dans son ensemble des conclusions qui avaient été correctement établies en considération d'une seule partie du système prise isolément.

Expliquons-nous par quelques exemples. Lorsque nous avons soutenu que dans le système envisagé globalement le montant du revenu épargné, c'est-à-dire non dépensé pour la consommation courante, est et ne peut pas ne pas être exactement égal au montant de l'investissement net nouveau, on a considéré cette proposition comme un paradoxe et une vaste controverse s'est instaurée à son sujet. Cela s'explique sans aucun doute par le fait que l'égalité de l'épargne et de l'investissement, qui est nécessairement vérifiée dans l'ensemble du système, ne l'est nullement dans le cas d'un individu isolé. Il n'y a aucune sorte de raison pour que le montant de l'investissement nouveau dont je suis l'auteur soit lié par une relation quelconque au montant de mes épargnes personnelles. C'est à très juste titre que l'on considère le revenu d'un individu comme indépendant de ce qu'il consomme et investit personnellement. Mais cela, nous sommes obligé de le signaler, n'aurait pas dû faire oublier que la demande créée par la consommation et l'investissement d'un individu est la source du revenu des autres individus et que par suite le revenu en général n'est pas indépendant, bien au contraire, de la propension des individus à dépenser et à investir. Puisque le penchant des individus à dépenser et à investir dépend lui-même de leurs revenus, une relation se trouve établie entre les épargnes globales et l'investissement global, et il est très facile d'établir, sans que raisonnablement on puisse le contester, que cette relation ne saurait être qu'une stricte égalité. À vrai dire, cette conclusion est des plus banales. Mais elle ouvre la voie à une suite de raisonnements qui commandent des

sujets plus importants. On démontre que, d'une manière générale, le volume réel de la production et de l'emploi dépend, non de la capacité de production ou du niveau préexistant des revenus, mais des décisions courantes de produire, lesquelles dépendent à leur tour des décisions d'investir et de l'estimation actuelle des montants de la consommation courante et future. En outre, dès que l'on connaît la propension à consommer et à épargner (comme nous l'appellerons), c'est-à-dire la résultante pour la communauté entière des penchants psychologiques individuels concernant la manière d'employer des revenus d'un certain montant, on peut calculer le niveau des revenus et partant le niveau de la production et de l'emploi qui assurent l'équilibre du profit lorsque l'investissement nouveau est d'un montant donné ; et cela sert de point de départ à la doctrine du multiplicateur. Ou encore il devient évident que, toutes choses étant égales d'ailleurs, un renforcement de la propension à épargner contracte les revenus et la production, tandis qu'un accroissement de l'incitation à investir les développe. On peut aussi analyser les facteurs qui, dans le système tout entier, déterminent le revenu et la production ; on a, au sens propre du terme, une théorie de l'emploi. De ce raisonnement découlent des conclusions qui touchent spécialement les problèmes de finances publiques et de politique nationale en général ainsi que les problèmes du cycle économique.

Une autre particularité, très caractéristique de cet ouvrage, est la théorie du taux de l'intérêt. Ces derniers temps, de nombreux économistes ont soutenu que le montant de l'épargne courante déterminait l'offre de capital frais, que le montant de l'investissement courant en gouvernait la demande et que le taux de l'intérêt était le facteur d'équilibre ou le « prix » déterminé par le point d'intersection de la courbe de l'offre d'épargne et de la courbe de la demande d'investissement. Mais si l'épargne globale est nécessairement et en toute circonstance juste égale à l'investissement global, il est

évident qu'une telle explication s'effondre. La solution doit donc être cherchée ailleurs. Nous l'avons trouvée dans l'idée que le rôle du taux de l'intérêt est de maintenir en équilibre, non la demande et l'offre des biens de capital nouveaux, mais la demande et l'offre de monnaie, c'est-à-dire la demande d'*argent liquide* et les moyens d'y satisfaire. Nous rejoignons ainsi la doctrine des anciens économistes, antérieurs au XIX^e siècle. Cette vérité, par exemple, a été discernée très nettement par Montesquieu¹, Montesquieu, le plus grand économiste français, celui qu'il est juste de comparer à Adam Smith, et qui dépasse les physiocrates de cent coudées par la perspicacité, par la clarté des idées et par le bon sens (qualités que tout économiste devrait posséder). Mais il nous faut laisser pour le corps de l'ouvrage l'explication détaillée de tous ces phénomènes.

Nous avons donné à ce livre le nom de *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* ; et le troisième point sur lequel nous pouvons appeler l'attention est notre conception de la monnaie et des prix. L'analyse suivante montre comment nous avons fini par échapper aux confusions de la théorie quantitative, qui nous avait autrefois induit en erreur. Nous considérons que le niveau général des prix et les prix individuels sont déterminés d'une façon strictement identique, c'est-à-dire qu'ils dépendent de l'offre et de la demande. L'état de la technique, le niveau des salaires, l'importance de l'outillage et de la main-d'œuvre inemployés ainsi que la situation des marchés et de la concurrence déterminent les conditions de l'offre pour les produits individuels comme pour l'ensemble des produits. Les décisions des entrepreneurs, qui procurent des revenus aux producteurs individuels, et les décisions de ces individus en ce qui concerne l'emploi de ces revenus déterminent les conditions de la demande. Et les prix – tant les prix

1. Nous pensons particulièrement à *De l'esprit des Lois*, livre XXII, chapitre XIX.

individuels que le niveau général – apparaissent comme la résultante de ces deux facteurs. La monnaie, et la quantité de monnaie, n'interviennent pas directement à ce point du procès. Elles ont joué leur rôle à un stade antérieur de l'analyse. La quantité de monnaie détermine l'offre de ressources liquides, par là elle gouverne le taux de l'intérêt et jointe à d'autres facteurs (notamment ceux qui intéressent la confiance) l'incitation à investir ; celle-ci à son tour fixe le niveau des revenus, de la production et de l'emploi et (à chaque stade combinée avec d'autres facteurs) le niveau général des prix par l'intermédiaire de l'offre et de la demande ainsi établies.

Il nous semble que jusqu'à une date récente les doctrines associées au nom de J.B. Say ont dominé partout la science économique beaucoup plus qu'on ne l'a cru. Il est vrai que la plupart des économistes ont abandonné depuis longtemps sa « loi des débouchés », mais ils n'ont pas rejeté ses hypothèses fondamentales et particulièrement le sophisme d'après lequel la demande serait créée par l'offre. Say suppose implicitement que le système économique travaille constamment à pleine capacité, de telle sorte qu'une activité nouvelle se substituerait toujours et ne s'ajouterait jamais à une autre activité. Presque toute la théorie économique postérieure découle de la même hypothèse en ce sens que cette hypothèse lui est nécessaire. Or il est évident qu'une théorie fondée sur une telle base ne saurait convenir à l'étude des problèmes se rapportant au chômage et au cycle économique. Peut-être ferons-nous mieux comprendre aux lecteurs français le caractère que nous avons voulu donner au présent ouvrage en disant que, dans la théorie de la production, il abandonne définitivement les doctrines de J.B. Say et que, dans la théorie de l'intérêt, il revient aux doctrines de Montesquieu.

J.M. KEYNES
20 février 1939,
King's College, Cambridge

PRÉFACE À
LA PREMIÈRE ÉDITION ANGLAISE

Ce livre s'adresse surtout à nos confrères économistes. Nous souhaitons qu'il puisse être intelligible à d'autres personnes. Mais il a pour objet principal l'étude de questions théoriques difficiles et il ne traite qu'à titre subsidiaire l'application de la théorie aux faits. Car, s'il y a des erreurs dans l'économie orthodoxe, elles doivent être cherchées non dans sa superstructure, qui a été édiflée avec un grand souci de cohérence logique, mais dans ses prémisses, qui manquent de clarté et de généralité. Nous ne pouvons donc atteindre notre but, qui est de persuader les économistes de procéder à un nouvel examen critique de leurs hypothèses fondamentales, qu'au prix d'un raisonnement très abstrait et aussi de controverses multiples. Nous aurions souhaité que celles-ci fussent moins nombreuses. Nous avons jugé cependant qu'il n'importait pas seulement d'expliquer notre propre manière de voir, mais encore de montrer en quoi elle se sépare de la théorie dominante. Les personnes qui sont fermement attachées à ce que nous appelons la « théorie classique » estimeront probablement tour à tour que nous nous trompons complètement et que nous ne disons rien de nouveau. C'est à d'autres qu'il appartient de décider si l'une ou l'autre de ces opinions – ou une troisième – est exacte. Les parties de controverse sont destinées à fournir des éléments de réponse et, si en recherchant des distinctions nettes, nous avons donné

à nos propres controverses un ton trop acerbe, nous prions qu'on veuille bien le pardonner. De nombreuses années durant, nous avons nous-même défendu avec conviction les théories que nous attaquons aujourd'hui et nous croyons ne pas ignorer quelles en sont les parties solides.

La question en jeu est d'une importance qu'on ne saurait exagérer. Mais, si nos explications sont justes, ce sont nos confrères économistes et non le grand public qu'il nous faut d'abord convaincre. Au stade actuel de la discussion, le grand public, encore qu'il soit le bienvenu au débat, ne peut qu'assister aux efforts par lesquels un économiste tente de mettre fin aux profondes divergences de vue qui séparent ses confrères, divergences qui ont actuellement enlevé à la théorie économique presque toute son influence pratique et qui continueront à le faire jusqu'à ce qu'on leur ait apporté une solution.

Le rapport existant entre ce livre et le *Treatise on Money* sera sans doute moins clair pour les lecteurs qu'il ne l'est pour nous-même ; ce que nous considérons comme une évolution naturelle de la pensée dans la voie que nous suivons depuis plusieurs années apparaîtra parfois au lecteur comme un changement d'opinion déconcertant. La difficulté sera encore accrue par les changements que nous avons cru nécessaire d'introduire dans le vocabulaire. Ces changements sont indiqués dans le cours de l'ouvrage ; mais la relation générale existant entre les deux livres peut s'exprimer brièvement de la façon suivante. Lorsque nous avons commencé la rédaction du *Treatise on Money*, nous évoluions encore dans la conception traditionnelle qui considère l'action de la monnaie comme un facteur pour ainsi dire indépendant de la théorie générale de l'offre et de la demande. Lorsque nous eûmes terminé ledit ouvrage, nous avions déjà réalisé certains progrès dans la transformation de la théorie monétaire en une théorie de la production dans son ensemble. Mais nous n'avions pas réussi à nous affranchir suffisamment de certaines idées

préconçues ; et notre défaut d'émancipation se manifeste dans ce qui nous apparaît maintenant comme la faiblesse essentielle des parties théoriques de l'ouvrage (les livres III et IV), c'est-à-dire dans notre impuissance à fournir une explication complète des effets produits par les *variations* du volume de la production. Nos « équations fondamentales », comme nous les appelions, étaient une image instantanée, tracée dans l'hypothèse d'un volume de production donné. Elles étaient destinées à montrer comment, dans cette hypothèse, certaines forces pouvaient se développer qui rompaient l'équilibre du profit et par suite requéraient un changement de volume de la production. Mais la description dynamique, en tant qu'elle se distingue de l'image instantanée, demeurait incomplète et extrêmement confuse. Le présent ouvrage a fini par devenir au contraire une étude portant principalement sur les forces qui gouvernent les variations de volume de la production et de l'emploi dans leur ensemble ; et comme il apparaît que la monnaie joue dans le mécanisme économique un rôle primordial et d'ailleurs très particulier, les détails de la technique monétaire se situent à l'arrière-plan du sujet. Une économie monétaire est essentiellement, comme nous le verrons, une économie où la variation des vues sur l'avenir peut influencer sur le volume actuel de l'emploi et non sur sa seule orientation. Mais la méthode que nous employons pour analyser le rapport entre la variation des vues sur l'avenir et la situation économique actuelle fait intervenir l'action combinée de l'offre et de la demande, et c'est par là qu'elle se rattache à la théorie fondamentale de la valeur. Nous sommes ainsi parvenu à une théorie plus générale, dans laquelle la théorie classique qui nous est familière constitue un cas spécial.

L'auteur d'un livre comme celui-ci étant obligé de cheminer en des sentiers inconnus, la critique et l'échange d'idées lui sont d'une utilité extrême, s'il désire ne pas commettre un nombre excessif d'erreurs. On est surpris des absurdités qu'on peut admettre temporairement

lorsqu'on réfléchit trop longtemps seul ; surtout dans le domaine économique (de même que dans les autres sciences morales) où l'on n'a pas souvent l'occasion de vérifier ses idées par une épreuve concluante dans l'ordre du raisonnement ou de l'expérience. En rédigeant ce livre, plus encore peut-être que lorsque nous écrivions le *Treatise on Money*, nous nous sommes appuyé sur les conseils continuels et sur la critique constructive de M. Kahn. De nombreuses parties de cet ouvrage ne doivent qu'à ses suggestions la forme qu'elles ont reçue. Nous avons été aussi très utilement secondé par Mme Joan Robinson, par M. R.G. Hawtrey et par M. R.F. Harrod, qui ont lu toutes les épreuves. L'index a été dressé par M. D.M. Bensusan-Butt de King's College, Cambridge.

La composition de cet ouvrage a été pour l'auteur un long effort d'évasion, une lutte pour échapper aux formes habituelles de pensée et d'expression ; et la plupart des lecteurs devront s'imposer un effort analogue pour que l'auteur parvienne à les convaincre. Les idées si laborieusement exprimées ici sont extrêmement simples et devraient être évidentes. La difficulté n'est pas de comprendre les idées nouvelles, elle est d'échapper aux idées anciennes qui ont poussé leurs ramifications dans tous les recoins de l'esprit des personnes ayant reçu la même formation que la plupart d'entre nous.

J.M. KEYNES
13 décembre 1935